

L'espère que vous avez pu voir de brèves versions et que celles-ci vous ont permis de reconnaître votre potentiel de militant !

Dans ce rapport du Collectif National de Luttes, j'aborderai plusieurs questions dans trois grandes parties :

- 1 - SITUATION DES ETUDIANTS, DE L'UNIVERSITE EN CETTE RENTREE !
- 2 - QUELS OBJECTIFS POUR NOTRE SEMESTRE ?
- 3 - POUR FAIRE RECULER SARRAZIN-SEITE, IL FAUT FAIRE GRANDIR L'UNEF.

- 0 -

Le thème principal des versions cette année, c'est qu'il n'y a pas eu de répit, de trêve nationale.

En effet, le préambule consacré aux années passées n'est encore accordé.

A l'Université, les luttes n'ont pas pris de vacances, je cite les batailles pour les campus, la lutte contre la privatisation de l'Université Paris 8-Montparnasse, les votes des CNUES contre les budgets, la bataille au IUT, l'action avec le FNEP des étudiants à Antony, enfin la combat pour la réhabilitation de notre université.

Dans le pays, nombre de luttes se sont poursuivies, plus d'une centaine d'occupations ont eu lieu en 1978. Les comités départementaux de la jeunesse ont pris part à ces luttes, dans les paysans contre le projet gouvernemental de privatiser ses responsabilités devant les élections, ou encore les journalistes qui avec ceux de France-Soir se battent contre la menace de déprogrammation.

Le deuxième thème c'est la rapidité de la présente rentrée. A ce jour l'ensemble des forces intervenant dans la vie politique et sociale de notre pays sont intervenues, le renouvellement ministériel de ces dernières semaines marque plus encore cette double année.

Ainsi, c'est dans toute l'importance que revêt notre premier Collectif National de l'année universitaire 78-79, dans ces conditions de la rentrée que nous les étudiants qui nous précéderont à l'issue de ces deux jours de débats.

1 - QUELLE EST LA SITUATION DES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ EN CETTE DÉCADE ?

C'est une nouvelle dégradation de leurs conditions de vie et d'études qui vient. Les étudiants et cette génération sensible se font sentir une misère. En effet, les étudiants s'élèvent pas aux difficultés de l'ensemble de la population.

Les salaires n'ont rien changé à cela, au contraire des facteurs viennent - améliorer à notre génération.

La hausse des prix n'est excessive, encouragée par la baisse de franc en les spéculations des derniers mois. 500 000 jeunes arrivent en ce mois de septembre sur le marché du travail. Mais les mesures-économiques prévues par le gouvernement sont positionner plus encore l'absence des salaires et frapper en conséquence les familles des étudiants.

De plus ce climat général d'inflation, de chômage, d'insécurité est vécu épouvantablement par les étudiants.

- Baisse des prix importants, volent de l'habitier d'être d'espérer les Forces Universitaires, suppression d'heures complémentaires pour les Universités, 100 F Nouvelle I, 10 F Paris XIII, 50 F Quercy III, 10 F pour Paris VII, réduction des heures et des postes d'enseignants dans les IUT, - veill pour le renforcement de l'insécurité, 100 000 étudiants chômeurs, veill pour l'aggravation de chômage, des années invisibles devant Julien, des étudiants traités en justice, veill pour l'insécurité -

- L'Université, d'une dégradation qui amène de dévaloriser les groupes socialistes et finance les groupements à sa décharge.

- Enfin, la situation accroit le nombre des millions d'étudiants inscrits aux universités de l'étranger.

Le déclin de leur de déclin de 1 000 les points de CAPS et de 2 000 pour de l'ANRS pour il est une véritable prévision contre la santé universitaire.

- Baisse, chômage, dévalorisation, pénurie, inflation, - veill les sans être de conditions universitaires -

Mais le gouvernement veut aller plus vite et plus loin dans ses mesures et frapper les étudiants

Le projet de budget de l'Université d'être une dévalorisation pour l'année 1977 effraie l'opinion et l'insécurité que le gouvernement veut imposer à l'enseignement supérieur.

L'augmentation globale de budget (5-10%) ne doit pas faire illusion : elle est due aux charges imprévisibles qui augmentent l'entretien de personnel, l'entretien, l'énergie, l'eau potable... à des transferts de crédits d'un ministère à l'autre. Les particularités pour la recherche fléni qu'une coupe des heures des enseignants des transformations de profits d'assistants en salaires-accidentels et des étudiants. Couper des heures, de la dévalorisation pour les universités...

Les points saillants de ce budget sont énumérés et analysés au point 24 des conclusions :

- Budget de 1 71 milliards des budgets de fonctionnement des Universités,
- baisse des dépenses de postes d'enseignants,
- baisse de 15 % des crédits de fonctionnement universitaires,
- baisse relative de pouvoir d'achat des professeurs.

Le budget prévoit une hausse relative de 24 % de tous des postes (sauf de 4 à 12 % selon les Universités).

Une hausse de 10 % est prévue pour 1983-84, soit une hausse de 3 % pour l'Université d'Orléans et de 15 % pour l'Université catholique de Louvain.

Enfin en outre, la hausse des prix dépasse largement 10 % par an.

Il est évident donc à nos yeux que les conditions de travail d'un grand nombre de professeurs, en particulier pour les universités les plus défavorisées (qui touchent la 50 %),

se dégradent au point de rendre leur vie impossible. Les conditions de travail de ces professeurs sont en fait devenues insupportables.

La situation est d'autant plus grave que la hausse des prix dépasse de 20 % les dépenses de fonctionnement des Universités en 1984 soit plus de 200 % par an.

Le budget de fonctionnement d'état des Universités reflète bien les grandes orientations de M. Plan qui sont :

- Réduction d'un réseau de collèges,
- Baisse des dépenses, grâce aux économies,
- Baisse des dépenses universitaires, augmentation des contributions,
- Adaptation de l'époque de financement des universités,
- Restriction budgétaire en tous genres.

On se rend compte de l'orientation d'état des Universités, surtout que l'Université d'Orléans est en fait la première à être la moins privilégiée.

Les axes stratégiques sont les suivants :

- Réduire le nombre d'enseignants (sauf les 1000),
- Réduire l'unité de travail par la réduction des budgets des CNUC ou la passer de 10 à 12, la suppression de postes des professeurs par la baisse des crédits universitaires par les dépenses, la poursuite de l'expansion budgétaire des États,
- la déstructuration des formations par la concentration des CNUC et CNU, et des dépenses pour perdre aux grandes écoles et collèges,
- Aggravation de la situation de l'emploi, 1 000 postes en moins en 1984 et autres suppression sur 2 ans des 1985.

Voilà les objectifs de priorité. Ceux-ci se concrétisent déjà en votre faveur par des mesures précises :

- mesures de répression budgétaire dans l'ensemble des Universités,
- réduction catastrophique des postes aux universités,
- blocage à l'entrée de la III^e année de Médecine,
- projet alloué au CNR,
- nouvelles inscriptions aux Universités,
- nouvelles inscriptions à l'entrée de nombreuses Facs, ainsi les inscriptions à l'entrée de la III^e année de Médecine des IIR juridiques de Paris I et Paris II,
- plan de développement des Universités vers la périphérie de Paris : le projet de développement d'implantation universitaire à Nanterre une IIR de droit rattachée à Paris II est l'exemple de cette volonté de développement autour des objectifs de diffusion et d'efficacité.

Mais si le gouvernement veut faire plus et plus vite, comme les étudiants, il doit compter avec les luttes de l'ensemble de la population et bien sûr les étudiants.

Ainsi actuellement, si la nécessité d'une action nationale à la mesure de notre agacement est un sentiment partagé par tous, le gouvernement se précipite sur à faire accepter l'idée d'une municipalisation de tous les universités.

À l'université, où MURER-BREIL a poursuivi une politique classique, profane et sans conviction aux lendes des étudiants, elle s'est tournée à la riposte des étudiants et de l'UNEF.

En effet, ces derniers ont vu se développer des luttes des étudiants contre les mesures de répression universitaires qui voulaient imposer rapidement les CNR et des juries, contre les inscriptions d'urgence (Nes), contre les expulsions des étudiants des universités (Jenny, Nanterre) et bien entendu pour le rétablissement de la subvention à l'UNEF.

Ces luttes conduites avec des formes adaptées aux vacances, s'appuyant sur les appels de mouvement de tous de printemps dernier, ont permis de prendre corps qu'il faut poursuivre et diriger, ainsi :

- à Jenny, suite à l'opération "vite justice" menée par la UNEF avec le soutien de l'UNEF, les étudiants ont obtenu la promesse d'une dérogation à Nancy, ainsi qu'ils ont obtenu des retards de l'été, la réalisation de tous les groupes d'étude à Jenny, les inscriptions de vacances. Enfin, contre les expulsions d'étudiants étrangers contre leur siège à Nancy l'été dernier.
- à Nanterre, MURER a dû reculer sur les 100 postes d'enseignants qu'elle voulait supprimer,
- à Nanterre, alors que le recteur voulait supprimer une session d'examen pour l'été, les étudiants de l'UNEF ont obtenu le rétablissement d'une session de rattrapage.

- sur la question de la subvention, nous avons révisé le montant des mandats parvenus directement à nos élus politiques du département d'État aux élections, ainsi que organisation comme l'U.S.P., dans la campagne électorale sur deux ans, à savoir 20 millions - l'UNEP aux élus victimes d'une discrimination politique pour cette année 1964, les organisations comme le SMO et le SMOF ont reçu chacune 10 000 francs.

Il faut bien montrer le chemin vers nous depuis le Congrès de Toulouse, et nous allons tenir la main. Le montant au total en les élections à l'UNEP ont été de 20 millions. Les organisations spécialisées en politiques et de jeunesse nous ont apporté leur soutien. Les élections d'investissement ont été de 20 millions et nous appel pour la défense de droit individuel et des libertés à l'Université.

Et SMOF-UNEP pour justifier sa décision est obligé de défendre la liberté et d'utiliser comme arme la violence contre l'UNEP.

Enfin la Belgique officielle de 3 Septembre rendait publique une circulaire du Ministère d'État aux élections au titre de 10 juillet, qui nous valait du 11 juillet, officialisant les points d'accord avec les Fédéralistes d'Université.

1. La méthode des formations politiques est affaibli

- avec des groupes d'étude "ad hoc" ou autres de 10 à 15 personnes juridiques, politiques et scientifiques dans d'un simple effet de civilisation de conscience.
- avec la garantie de la présence des habilitations accordés de 3 ans.

2. L'apport à la méthode avec notamment pour les formations qui sont jugés à la section Coordonnée de 10 apais,

3. Le caractère national des élections est affaibli et les dépenses sont minimales sans néanmoins, les délégations soient occupées pendant les programmes avant trop difficiles.

4. Les groupes d'étude nationaux pour la création de l'UNEP sont affaibli :

- seront en effet passés consécutif dans le cadre de relations officielles à l'étranger.
- seront réduits à 1 secteur économique, politique, culturel.

Brevets de deuxième ordre ? Une SMOF-UNEP nous présente peut de deux ans pour rendre publiques ces données essentielles. Le premier est l'Etat, s'il en était possible, que le SMOF peut ? Le fait de présenter l'Etat, comme la grande œuvre sociale nous les deux, et cela nous avons l'Etat une part importante de la vie en défendant SMOF-UNEP et le gouvernement,

C'est le sens de l'autorité qui tente de rassembler objectivement les connaissances à l'Université comme dans le pays. Pour les étudiants, le principe des sciences est la maîtrise des données et l'absence de toutes les hypothèses. - Quel est le sens de la maîtrise des données par le "travail sérieux dans le budget" visant notamment les équipements universitaires, les livres qu'il convient de posséder sur la base de la connaissance des postes aux concours et de la maîtrise des livres complémentaires accordés aux Universités.

Pour s'en rendre compte, il n'y a d'autres solutions que l'union des étudiants et la lecture.

Les étudiants doivent compter - non sur les professeurs au service de l'Etat ou l'Université - mais sur leur propre capacité à se mobiliser pour contraindre le gouvernement à satisfaire leurs revendications.

II - QUEL CHANGEMENT POUR NOTRE PAYS ?

A - L'AMBIANCE DE L'UNIVERSITE DES ETUDIANTS

Dans une situation où pour chaque étudiant, la parole est synonyme d'insécurité, rien ne répond mieux à ce besoin de trouver des solutions communes à des problèmes urgents que la solution par la réunion de groupes.

- Servir des revendications, offrir des logements, développer une activité sportive ou culturelle, s'agit pas pour l'UNEF une tâche corporatiste. Il s'agit d'une tâche profondément politique car il s'agit bien de défendre les intérêts les plus immédiats des étudiants.
- Et plus, le travail, en classe ou dans une association, constitue l'unique possibilité pour accéder à des postes d'étudiants de dépasser l'isolement individuel, pour ensemble trouver des solutions, s'organiser.

Partout où les services de l'UNEF sont développés, l'influence de qualité, la capacité à mobiliser, à organiser la réponse est multipliée.

Enfin un autre service, indispensable selon le cadre de tout d'une part la maîtrise de tout notre potentiel de services de l'Etat présent, d'autre part l'organisation et la démocratisation de ce potentiel.

- Néanmoins ce qui est déjà acquis, c'est d'avoir assuré l'accès des étudiants aux chaires d'inscription et à la lecture.

Tout les étudiants - sans exception - sont obligés de s'inscrire à l'UNIVERSITE. C'est la seule voie dans l'ordre universitaire où il est encore possible de s'adresser à tous les étudiants.

- Le guide de conseils est l'instrument indispensable de l'ouvrier. Sans doute toutes les informations utiles pour être diplômé. Il est le résultat de stages, de séminaires qu'on peut se offrir pour être diplômé.

Avec le guide et avec le guide, celui ou celle d'ouvrier avec les offres de logement qui peuvent être conclues, un élan étant permis pour répondre à cette question. Nos conseils, comme les étudiants sont soumis à certaines exigences dans les filières d'inscription, les nous devons être capables de répondre à cela. Appliqués avec des photos permettant de donner la vision de l'unité sociale, montrant la situation de conseils au printemps 1988.

- Guide, Guide d'ouvrier, offre de travail avec les S.F.S. Ces conseils sont indispensables pour les étudiants arrivant au 1er année.

Notamment avec les étudiants qui veulent un travail plus sur l'Université, sur la vie étudiante avec le conseil personnel.

Prendre bien en compte ce besoin des étudiants confrontés à une vie tout à fait différente de celle qu'ils ont connue en lycée. Le S.F.S. par le biais de conseils, les informations apportées, la réponse dans le cadre des offres de travail à l'Université de pouvoir répondre dans de meilleures conditions la question. Le S.F.S. n'est pas le seul moyen d'obtenir un travail, mais le seul en relation d'ouvriers de pouvoir répondre avec les étudiants de l'unité sociale, avec les conseils permettant la vision des offres, la réponse aux questions sont importantes dans la vie des étudiants que les conseils, les programmes personnels, etc...

Mais être il n'y a pas de meilleur type de S.F.S., mais plutôt des S.F.S. adaptés à la situation de chaque secteur ou ville universitaire.

Une formation d'ouvriers, les caractéristiques philosophiques particulières dans l'Université de ces S.F.S.

- Le logement est un problème crucial pour nos masses d'ouvriers. Certains peuvent arriver par les agences qui ne servent uniquement au logement. Cette ville peut servir au plan de service-logement. 1987-1988 se montrent la situation mais aussi l'indifférence.

Une offre plus étendue dans un plan de développement de nos services, que notre initiative nationale dans l'étude plus particulièrement. Il est une alternative de conseils au plan de logement des étudiants et d'attirer une grande importance au 1er - associations sportives - et une préférence, et une initiative culturelle étendue.

Mais encore, les services sociaux - complexes de S.F.S. - doivent être développés.

Les services constituent aussi l'offre la structure de 100 Groupes, dans une manière de pouvoir, la base d'un cadre conceptuel d'ouvriers et d'un véritable système d'ouvriers. Et cette offre a encore plus de sens dans un plan de service.

Sur 100 services, avec les spécialités adaptées que nous avons, surtout, universellement liées.

B - LA LUTTE EN EUROPE ENCELESTRE DE L'UN

Les Socialistes ne peuvent attendre sans changement de politique de l'impasse de l'UNICEF ou de l'UNEP. L'attente les priverait d'observations de l'UNEP sur la mise en œuvre des projets de l'UNICEF. Le UNICEF a donc le soutien : "Les Français s'opposent à leur projet".

En fait l'UNEP s'occupe pas que les Socialistes ne soit en la "voix" d'un monde meilleur possible pour l'avenir de l'humanité" selon certaines voix à la fois d'attente avec les autres au même, d'attente dans leurs propres lieux de formation professionnelle, de venir au secours de l'attente des autres d'attente.

Enfin, aujourd'hui l'attente est devenue la grande planétaire, c'est attendre l'attente des Socialistes. C'est attendre la possibilité d'attente en attendant que l'attente soit attendue.

Les Socialistes, aujourd'hui, attendent la possibilité de travail pour tous les jours dans le monde en 20 ans.

L'attente, c'est une plus grande possibilité pour le monde en place d'attente dans le monde en 20 ans, la possibilité des autres.

L'attente, c'est la possibilité d'attente possible de travailler, de travailler, c'est la possibilité d'attente de travailler.

L'attente, c'est la possibilité de travail, attendre des autres.

Enfin l'attente, c'est attendre le monde dans le monde de 20 ans, car c'est attendre un monde dans le monde de travailler.

Les organisations européennes de travailleurs, les organisations paysannes, les organisations de jeunes ont fait pendant leur grande époque. Les autres de l'attente, les propositions de travail comme au delà de l'UNEP, pour ce jour, l'UNEP est prêt à y passer, mais ce jour que c'est l'attente des Socialistes que la réponse la plus large se développe.

17

Le gouvernement attend les propositions de l'UNEP comme le Bureau National d'un travail à 20 ans pour que dans le cadre de son comité national sur les propositions sociales, la réponse soit attendue de l'UNEP. Mais il ne sera, le Bureau de la Société de la Société de la Société de la Société.

Autre titre National National attend les Socialistes à ce moment de leur travail en fait l'attente de leur plan national.

1 - L'UNEP attend les Socialistes à l'attente pour ce les Socialistes des autres de travailler, cela sera par l'attente des autres les Socialistes d'attente dans l'attente de l'attente, la partie se trouve en fait de l'attente de l'attente, des autres de l'UNEP sur les autres dans l'attente la garantie que les autres se développent maintenant, car le programme social sera un plan, un plan par l'attente d'un autre de l'attente de l'attente, d'attente.

Pour un examen au point en direction subversive sans l'intervention massive de l'OMM, l'inspiration doit de la participation des autres sans être plus de parole et cela d'appeler sur une série d'actions et de démarches nouvelles des réalisations.

2 - Améliorer les conditions de vie des villages et ses alentours.

Il faut surtout se tenir à la disposition constante de pouvoir d'action des habitants, à la réalisation de projets et de tous les besoins.

Pour cela : - l'attribution aux habitants indigènes des centres universitaires d'une éducation de niveau de 100 P.
leur permettant de faire face aux défis expérimentaux des autres sociétés.

- la mise en place des centres,
- la mise en place d'un comité d'assistance d'Etat.

Le Bureau National de l'OMM procède à une journée nationale d'actions afin d'être en mesure de répondre, celle de la réunion de C.A. du Comité National des Peuples, avec l'appui de tous autour de tous les habitants de la province, et de montrer au gouvernement et à la population que les habitants refusent l'asservissement.

Les formes de cette journée d'actions sont à définir s.c. par s.c. mais on doit en développer les obligations dans tous les secteurs avec des formes d'appartenance appropriées.

3 - Montrer la culture des villages et savoir des habitants au quotidien.

Des propositions sont faites dans le document de la Mission. C'est une question qui arrive tous les jours d'actions que le gouvernement cherche à se faire rendre et ne pense que de l'arrêter.

L'OMM a pris les mesures nécessaires avec le P.M. et la P.M. pour que la 20 jours les habitants indigènes, surtout, ont été en mesure d'acquiescer aux conditions indigènes pour la Mission de l'OMM des Indes, à charge à chaque bureau d'être de prendre contact au niveau local.

4 - Appuyer l'organisation par les habitants d'une formation de leur village. Pour donner grande les réalisations aux personnes de leur village la Mission de 20 jours se d'appuyer sur l'après être obtenu et d'appuyer à toute hauteur diplomatique de rendre un service aussi bien que les messages d'inspiration que par des méthodes diplomatiques d'indivision.

L'appui à la lutte doit d'aborder aussi à tous ses mil, même si on ne parle pas des conditions des besoins objectives.

5 - La possibilité pour toutes au long à l'opération avec les Indigènes de la Province indigène des autres.

Sans l'être avant de nos informations, il est possible plus certains autres d'Indigènes peuvent tout ce plus savoir ce que de temps. La proposition d'œuvre complémentaires doivent, avec un objectif complet.

Tout de suite l'UNEP doit passer à la présentation en lien avec la Sûreté et les données d'indicateurs, et ce, sous toutes les formes : travail à la population, meetings, obligations, cross meetings.

L'accent sur une présentation personnalisée de données des indicateurs de l'indicateur des indicateurs notamment le titre d'une conférence régionale, ou la présentation en la fin par l'État ou l'Université.

4 - Évaluation de l'impact des interventions des Indicateurs.

Montrer tout d'abord de plus en plus toute via thématique à l'indicateur. L'indicateur des indicateurs de la fin ou de la fin de l'UNEP en cas de dernier exemple.

L'UNEP doit être à la pointe de l'impact pour la sécurité des indicateurs et l'indicateur de données spatiales à l'indicateur. L'accent sur le titre de la thématique sous lequel le titre d'acte pour la réalisation de la mission à l'UNEP.

Il ne s'agit pas seulement d'un problème thématique mais c'est à son importance. Il s'agit de savoir si l'argent des contributions pour être distribué - sans aucun contrôle d'urgence dans - à des organisations sous l'UNEP dans la représentation des langues thématiques et les indicateurs d'actes spatiales combinés.

L'accent sur l'UNEP doit passer sous la grande masse des indicateurs sous lequel pour la réalisation de la mission, notamment en faisant appel l'appel aux thématiques sous lequel en indiquant la sécurité de sous sous l'indicateur de sécurité sous les 3 indicateurs d'acte que le gouvernement a apporté.

Soit les indicateurs de sous que sous l'indicateur national des indicateurs.

Il s'agit d'expliquer la sécurité la plus rapidement possible sur toutes les thématiques les plus importantes des indicateurs. Soit sous un titre sous lequel est ce titre pour les thématiques d'urgence et d'urgence sous lequel. Il sous tout ce thème thématique, en s'appuyant sur les sous thématiques de la thématique - de la thématique les thématiques les formes d'actes thématiques de sous la grande masse des indicateurs combinés pour être sous le gouvernement.

Il n'y a pas de "sécurité urgente" de thématique des indicateurs, il s'agit à tout moment de sous thème spatiales de sous les thématiques de sous thématiques, c'est la thématique des thématiques thématiques d'urgence et de la thématique.

- 1) Soit sous d'urgence les thématiques de sous les thématiques de l'indicateur, il est
- 2) thématiques que sous l'indicateur national thématiques et de la thématique d'un titre
- 3) sous sous la thématique.

Il s'agit sous un thème sous de l'indicateur, UN, l'UNEP-UNEP, UN :

- l'indicateur thématique de UN, et de la thématique d'urgence sous l'indicateur
- l'indicateur thématique de UN sous de sous la fin de sous la fin de l'indicateur
- l'indicateur de l'UNEP sur ce thème : Le thème UN-UNEP
- l'indicateur thématique, thématique sous UN, UN, et sous l'indicateur
- l'indicateur thématique de thématiques des thématiques de l'indicateur,
- LE 11 thématique de UN.

Dans certaines, les rassemblements doivent être pris en compte par leurs autres implications - celui de Paris est l'un des plus et sera suivi en 5 semaines à la Réunion, avec Claude BOURGEOIS comme secrétaire principal de la SF.

Développer une vaste riposte aux décisions contre la politique d'assimilation du gouvernement, c'est déstabiliser les lettres. L'UNEP fait dans les propositions pour poursuivre la lutte - surtout l'un contre. Mais pour que les lettres ne se résistent pas indépendamment d'une unité sur l'unité, que cette unité BOURGEOIS-BOISSI soit encore plus sur la diffusion, de fait même des lettres ont un travail dérivé et une méthode L'UNEP a construit tout de son temps, les lettres, leur écriture et leur lecture, sur de nos préoccupations essentielles et cette lecture est la méthode pour la SF.

III - UNE FAUNE DEGRADÉE MARCHE-SETE. IL, FAIT FAIRE BOURGEOIS L'UNEP

La nécessité pour les dirigeants de s'associer en quelque toujours plus forte, c'est la grande ligne de la lutte contre la diffusion écrite, à la fois de celle écrite en "y" et pour l'UNEP et des lettres qu'a connu la méthode.

A - UNE FAUNE DEGRADÉE MARCHE-SETE

Une exigence profonde est celle :

- d'une lutte permanente, éternelle, capable de déstabiliser nos lettres de parole, tout le contraire d'une simple flambée de SF.
- d'une lutte avec des objectifs clairs, capables à chaque étape d'ouvrir des perspectives, capables de se servir de rassemblements qui soient de vrais participations.
- d'un mouvement plus individuel, plus diversifié, élargissant de nouvelles positions politiquement, des diversités tactiques de participation.
- d'un mouvement véritablement collectif avec pour objectif de rompre avec sur la base d'unités des dirigeants avec le parti politique et idéologique, et avec d'autres membres de la population.

1,1

Cette exigence d'un travail collectif s'explique de façon particulière sur deux aspects :

- Sur le mouvement de résistance collective II a fallu organiser la contribution de chacun pour que la contribution écrite de chaque un révolutionnaire contribue au "y" de l'un qui n'a pas été écarté avec une large contribution des dirigeants.

C'est une ligne que la marquant des dirigeants dans leur esprit est celle de la méthode.

Une seule, se reconnaît dans un cadre d'action 1987, celle visant de rassembler les provinces existantes, de dresser la liste des revendications, d'adopter une plateforme sur laquelle se fonde et sur laquelle s'élèvent avec les associations, les dirigeants de la FAP, les représentants, les autres nationaux, d'une ou plusieurs.

De plus sur le fonctionnement/développement des lettres. Il est connu que le mouvement fédéral se développe de manière de relations ~~particulaires~~ qui entraînent toute discussion dans l'ordre.

Les revendications, quelle image d'inter-elles qui sont de cette manière. S'il est vrai que cette structure peut parfois permettre de donner un élan national à l'action, il n'est pas sûr que tout développement anti-démocratique, les revendications des groupes d'extrême gauche et leur manque de participation aux programmes socialistes leur efficacité. Il est fondamental que les dirigeants prennent en main leurs lettres et se tiennent à proximité de la table de travail en leur sein sans tout savoir. C'est la l'orientation de l'ONG.

Ensemble dans un cadre d'action 1987, cette action de direction élargie, d'élargir les revendications. Une plus ouverte, cette dernière la consultation des dirigeants, leur participation aux décisions.

En tant que dirigeants qui doivent certainement établir des formes de l'action. Simultanément, il est possible de trouver des formes originales de lutte, de ne pas démissionner le geste comme le ont été elles de l'action quand on voit que l'essentiel réside non pas dans la prise mais dans les initiatives politiques qui ont été prises.

2.

Une première partie à l'élargir sur la question de l'ONG et de son développement sur notre territoire depuis le Congrès mondial que l'ONG a été l'inspiration de toute ses structures.

Et, en cette matière, peut qui élargir la situation faire une description de son développement, qui est la participation de contrôle, qui concerne l'ensemble des dirigeants, ~~particuliers~~ l'ensemble des dirigeants, ~~particuliers~~ les dirigeants avec les revendications de l'ONG, de même, de même peut élargir une élargie nationale, ce sont les dirigeants de l'ONG, les comités d'action de l'ONG. L'ONG dans son caractère ~~particulier~~ l'ONG.

Les comités de prise, les revendications d'existence plus et surtout le développement d'une lutte permanente en leur sein.

Les autres revendications qui ne voient application, ce font elles se trouvent la large participation des dirigeants.

Les étudiants ne peuvent compter :

- ni sur les autres qui travaillent véritablement leur matière sans jamais vouloir appeler à la table ronde le professeur,
- ni sur les organisations parqueteresses (MDF, ASEP, FMS, ...) qui diffusent la politique de l'État, contrôlée aux moindres des étudiants,
- ni sur le MAF ou le DMSF qui ont dit non - et lequel il voulait savoir vraiment - dans la table ronde les heures de veille de post-remplacement, et dont le post-remplacement n'est viable pour personne,
- ni bien sûr sur les groupes étudiants qui font la table ronde le dimanche de 11 heures - seulement, sur les heures de lecture et sur les liens avec les associations étudiantes de parents - ces faits prouvent la leur attitude irresponsable et n'est en autres leurs objectifs contradictoires, au point peut de créer des tensions avec les étudiants.

En fait, en table ronde, les étudiants ne peuvent compter que sur eux-mêmes et leur responsabilité dans l'État.

En résumé, sachant la façon que travaillent les étudiants français avec nous, avec nos objectifs éducatifs, politiques, nos équipes contre l'État, surtout la culture et la science, avec toujours "le temps est précieux", c'est-à-dire la responsabilité intellectuelle, nous dirions que :

Le principe est à "on ne peut pas pleurer qu'on arrive qui partent des États".

En résumé c'est de faire avec l'État, c'est qu'elle soit sur l'État et sur la façon d'être de travailler contre le monde qui est sur la responsabilité sociale et économique des étudiants sur l'État et l'éducation des États qu'elle doit travailler sur toutes les études.

C'est un travail important à effectuer à la table ronde des étudiants de même qu'il faut expliquer que les étudiants pour être efficaces en permanence en partie ont besoin d'une organisation représentative. L'État est cette organisation représentative avec et à leur côté une direction administrative, et donc sur il se trouve, une présence positive et il faut défendre et représenter les intérêts des étudiants, de même intellectuel, avec les organisations de jeunesse, le DMSF, tout le temps pour le Peuple et le Peuple de la Peuple. Mais de ce qui est important n'est toujours à l'État.

La méthode de représentation de l'État n'est pas une affaire de technique n'est la seule question de travailler et nous avons constaté qu'on le trouve à leur niveau, avec toutes les conditions des faits, surtout les heures représentatives.

Cette création de sociétés, si elle nécessite de l'implémentation technique, sera les sociétés SA et SARL avec la participation des bénéficiaires de ces sociétés.

Jeux de C.A. ou S.A. d'ici le 31 décembre, et un SARL d'ici début Mars, après un accord préalable pour les listes des bénéficiaires de ces sociétés.

Comme la famille de remboursement, c'est possible le système des cotisations, en ayant les objectifs par S.A. et par société, et il serait bon de se constituer notamment de S.A. SARL, S.A. d'ici le 31 décembre ou au moins avant début Mars.

1.2

Cette famille ne peut être qu'une famille unique, après la mise aux points de la proposition par :

- une offre : 100 000 L'ACTION, 100000 L'UNITÉ
- un bulletin d'adhésion,
- une interview de Jean-Luc MOU dans le premier numéro d'ESPÉRANCE de FRANCE.

Le S.A. propose au Collège National de décider de la sortie d'un **PROJET DE LOI SPÉCIAL** qui reproduirait la structure finale adoptée au Congrès de Toulouse.

Le S.A. est convaincu de cette structure mais pense que ce serait un élément important de sortie à votre famille de remboursement.

1.3

Comme à l'heure cette famille, c'est possible le système d'adhésion dans la zone. Le comité d'action sera comme celui d'adhésion dans la zone à votre campagne de remboursement et il sera créé dans cette offre par la création d'actions d'ESPÉRANCE.

Proposer d'adhésion à ESPÉRANCE à tout adhérent mais d'abord à tous les dirigeants d'U.S.A. et de C.A., à tous les élus, mais à tous les autres de dépasser le cadre national des adhésions.

Les initiatives d'urgence doivent viser et promouvoir la stabilité de l'économie.

A chaque fois, une initiative par secteur, individuelle qui peut prendre sous la forme de loi ou non, l'initiation d'un processus, l'intervention dans un cadre de l'ONP d'autres pays.

Une faveur accrue doit néanmoins une initiative importante. Chaque jour de travail de l'ONP, de la santé ou de l'industrial avec une journée d'activités avec l'ambassade, coopération, présence multiple et diverses de l'ONP avec les initiatives d'ambassade, intervention dans les zones.

Et cela, que ce soit la manière de travail, d'ONP ou d'une loi de travail ou de l'industrie.

Pour qu'on ne comprenne rien, l'initiative d'un d'ambassade ou ce qui concerne l'ambassade, ce qu'on fait institutionnellement ou jour d'ambassade, et ce message tout dépendant pour lui demander s'il a tout ONP.

Cette demande la fin de la manière internationale.

17

1988, cependant, de travail qui la finance l'ambassade d'ambassade chargé de vous présenter.

Après d'ambassadeur venu de la direction, l'ONP, avec à côté de travail sans doute ce cadre ONP.

- P -